

politique

Université d'été des Verts : en finir avec la « crise d'adolescence »

L'essentiel ▼ L'université d'été des Verts qui s'est ouverte hier à Bordeaux a mis en lumière un clivage entre les partisans d'une alliance de gouvernement et ceux qui ont décidé d'en claquer la porte.

Les Verts ont ouvert hier leur université d'été à Bordeaux alors que s'apprette à être publié le livre au vitriol de Cécile Duflot. L'ancienne ministre du Logement s'attaque violemment au chef de l'État (*lire encadré*) donnant le ton de ce premier rendez-vous des Verts depuis leur départ du gouvernement. Tous les « barons » du parti écologiste sont présents : leur patronne Emmanuelle Cosse, Jean-Vincent Placé, Cécile Duflot donc et même Dominique Voynet... Cette dernière qui a l'expérience de la vie de ce turbulent parti a assuré hier que « la crise d'adolescence d'Europe Écologie Les Verts n'est pas terminée ». Et de s'interroger sur la stratégie adoptée lors de l'arrivée de Manuel Valls à Matignon qui a consisté à claquer la porte du gouvernement. « Pèse-t-on



Cécile Duflot et Emmanuelle Cosse. /PhotoAFP

plus depuis que l'on a quitté le gouvernement ? Bien sûr que non ! » a tempêté l'ancienne ministre de l'Environnement du gouvernement de Lionel Jospin.

Fracture interne

Le positionnement de Dominique Voynet est révélateur de la fracture qui divise actuellement EELV. D'un côté ceux qui souhaitent quitter le gouvernement, de l'autre ceux qui pensent que c'était une erreur. Jean-Vincent

Placé est de ceux-là. Le chef de file des sénateurs écologistes a tracé une improbable ligne de conduite pour son parti dans les mois à venir : « Je n'exclus toujours pas un retour de notre famille politique au gouvernement si après les régionales de 2015, le chef de l'État est disposé à changer de cap ». Une position qui a été présentée hier aux militants au travers d'un texte signé par Jean-Vincent Placé, François De Rugy, le coprésident

du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, et Christophe Rossignol, conseiller régional du Centre. Au total, ce sont une centaine d'élus qui ont apporté leur soutien au texte. Tous critiquent la décision de quitter le gouvernement à l'issue des élections municipales. Ils comptaient sur leur participation au gouvernement pour faire avancer l'écologie politique. Pourtant, leur bilan est maigre après deux ans passés avec Jean-Marc Ayrault

DUFLOT BALANCE

Le livre au vitriol de l'ancienne ministre Europe Écologie-Les Verts, Cécile Duflot, contre François Hollande a secoué les journées d'été du mouvement hier. Dans son ouvrage au titre sans appel — « De l'intérieur, voyage au pays de la désillusion » — elle s'attaque violemment au chef de l'État socialiste, dont elle dénonce notamment le caractère indécis : « À force d'avoir voulu être le Président de tous, il n'a su être le Président de personne ». Une charge qui n'a pas été du goût de certains écologistes partisans d'un retour au gouvernement.

POUR VOIR UNE VIDÉO
 ● Journal numérique : cliquez sur l'image
 ● Journal papier : flashez le QR code.

Gers

Pierre Lagaille est mort



Pierre Lagaille, figure des partisans de l'Algérie française, cofondateur de l'Organisation de l'armée secrète (OAS) en 1961, est mort le 17 août à l'âge de 83 ans à Auch. Le 13 mai 1958, en uniforme de para, il força le premier les portes du Gouvernement général à Alger, faisant chanceler la IV^e République. Dans les rues, Musulmans et Européens fraternisaient. Et l'Algérie, étaient-ils convaincus, resterait à jamais française. Deux ans plus tard, en janvier 1960, toujours à Alger, il prit la tête d'un groupe d'insurgés armés lors de la semaine dite des Barricades. Mais, il ne parvint pas à mobiliser les musulmans et c'est la reddition le 1er février 1960. Transféré à Paris, il est incarcéré durant neuf mois avant de recouvrer la liberté. Lors du procès des Barricades, il s'enfuit à Madrid où il se pense un destin de Président.

C'est lui qui a l'idée, avec Jean-Jacques Susini, de créer l'OAS vouée à fédérer les groupes qui sont pour l'Algérie française. Mais, exilé, il ne sera ni du putsch d'avril 1961 ni des combats de l'OAS en Algérie. Depuis l'Espagne, son autorité diminue. Amnistié en 1968 par de Gaulle, il revient alors en France où il s'installe avocat à Auch, où il plaidera quelques années.

interview

« A mi-mandat, les écologistes vont gueuler »



Gérard **Onesta**, conseiller régional de Midi-Pyrénées Europe Écologie — Les Verts

Comment réagissez-vous au livre polémique de Cécile Duflot sur le bilan de François Hollande ?

Je n'ai pas lu le livre. Juste parcouru quelques pages. Ce livre a été écrit de manière très personnelle. Si parfois le jugement politique est un peu raide, il ne faut pas s'en étonner quand on connaît un peu Cécile Duflot. Connaissant son énergie et sa volonté de faire avancer les choses, elle a dû se demander

cent fois lorsqu'elle était ministre pourquoi l'action du gouvernement n'avancait pas. **Comment vont se comporter les Verts à l'égard du gouvernement ? Serez-vous plus exigeants ?**

Nous ne serons pas plus ni pas moins exigeants vis-à-vis du gouvernement. Nous n'avons jamais banni tous les textes de loi qui sont passés au Parlement. C'est comme au Conseil régional de Midi-Pyrénées : les écologistes ont parfois voté contre des propositions de la majorité sans pour autant créer de drame. En politique, il faut se dire les choses. Mais désormais à l'égard du gouvernement notre parole sera peut-être moins nuancée.

Qu'allez-vous exiger du gouvernement

de Manuel Valls ?

Ni plus ni moins que ce qui a été prévu avant l'élection de François Hollande. Entre les deux tours de la présidentielle, nous avons fait alliance avec le candidat de la gauche pour le faire élire. Nous ne le regrettons pas. Mais il s'était engagé sur quatre points de rupture. Premièrement, la transition énergétique qui a pris tellement de retard et qui commence à peine à arriver. C'est insuffisant d'autant qu'il n'y a rien sur le nucléaire. Ensuite, la grande réforme fiscale : je constate que la remise à plat de Jean-Marc Ayrault a fait pschitt. Puis, la réorientation de la politique européenne : la France a signé des deux mains le traité Merkozy. Enfin, la réforme territoriale a été orchestrée d'une

manière un peu baroque. Il ne se passe rien pendant deux ans puis tout d'un coup tout doit se faire en deux mois. Sa cartographie est discutable, il n'y a rien sur les compétences ni sur les moyens. Nous sentons que le mille feuilles va durer.

Pensez-vous réellement infléchir la politique du gouvernement ?

À Noël, nous serons à mi-mandat. Ce sera la mi-temps. Au Stade Toulousain, quand ça ne va pas Guy Novès donne de la voix à la mi-temps. Nous serons prêts à gueuler pour infléchir la politique. Il faudra aller vite car il ne s'est rien passé pendant deux ans dans quoi en 2017 nous assisterons au retour de la droite arrogante voire pire : les extrêmes.

Recueilli par Gil Bousquet

en bref

AIR ALGÉRIE > Des familles de victimes se regroupent en association. Hier, une douzaine de familles de victimes de l'accident du vol AH507 au Mali en juillet qui a fait 118 morts dont 54 Français, se sont réunies en association pour obtenir plus d'aide et d'informations des autorités françaises et de la compagnie aérienne Air Algérie.

HAUTE-SAOVIE > Un nourrisson mordu à la tête par le dromadaire d'un cirque. Un bébé de quatre mois a été mordu samedi dernier à la tête par le dromadaire d'un cirque à Megève, et a dû être hospitalisé depuis à l'hôpital de Grenoble, selon la gendarmerie. Le pronostic vital du bébé n'est pas engagé.

INSOLITE > A 70 ans, il traverse la Manche à la nage. Un Australien de 70 ans est devenu mercredi le plus vieux nageur à franchir la Manche, un exploit qu'il a célébré en s'offrant quelques bières « pour raison médicale ». À 70 ans et neuf mois, il bat le précédent record détenu depuis 2011 par un Britannique, Roger Allsopp, de cinq mois son cadet.

SANTÉ > Le test de vente de médicaments à l'unité. Quatre régions ont lancé un appel aux pharmaciens pour expérimenter la vente à l'unité de certains antibiotiques. L'objectif est d'obtenir des économies pour la Sécurité sociale et lutter contre la mauvaise utilisation des médicaments.

accident de train

Brétigny : RFF et la SNCF convoquées chez les juges

C'est une étape cruciale dans l'enquête sur la catastrophe ferroviaire de Brétigny-sur-Orge et une grande satisfaction pour les victimes : Réseau ferré de France (RFF) et la SNCF sont convoqués mi-septembre par les juges, en vue de leur probable mise en examen. Ces auditions interviennent un mois après les conclusions des experts judiciaires à l'encontre de la compagnie des chemins de fer, qui mettent en cause un « déficit » de maintenance et notamment « le basculement d'une éclisse ». L'accident avait fait sept morts et des dizaines de blessés le 12 juillet 2013. Une information judiciaire avait été ouverte peu après à Évry pour homicides et blessures involontaires. Selon

le porte-parole de la SNCF, les convocations s'adressent « aux personnes morales » et « non aux dirigeants ». Selon le site internet de l'entreprise publique, dont les représentants sont convoqués le 18 septembre, les juges décideront « très probablement » d'une mise en examen pour « homicides et blessures involontaires par maladresse, imprudence, négligence ou manquement à une obligation de prudence ou de sécurité imposée par la loi ». Les représentants de RFF seront auditionnés le 16 septembre. « Ces convocations sont très importantes », a estimé Thierry Gomès, président de l'association d'entraide et de défense des victimes de la catastrophe.

La Réunion

Hollande sur le front de l'emploi

François Hollande a multiplié hier les annonces en faveur de l'économie et de l'emploi à La Réunion, qui avait voté à plus de 70 % pour lui mais garde le record du chômage le plus élevé de France. Près de 30 % de la population active — 60 % des jeunes — privée d'emploi, 42 % de la population sous le seuil de pauvreté en 2010 : chiffres « nus », a reconnu le Président dès son arrivée. S'il n'est pas nécessaire, selon lui, « d'inventer des politiques différentes » pour La Réunion, il « faut néanmoins faire plus et davantage compte tenu de la spécificité » de l'île. Et s'il n'est pas question de « mendicité » ou de « distribuer des aides », les Réunionnais sont légitime-



François Hollande à St-Denis. /AFP

ment en quête de « droits », a-t-il estimé. Un peu comme en métropole ou sa note de confiance est au plus bas, François Hollande affronte leur désillusion. En témoignage l'édition spéciale d'une centaine de pages publiée à l'occa-

sion de sa visite par le Journal de l'île de la Réunion. Le quotidien a rassemblé des dizaines de lettres de Réunionnais plongés dans les difficultés. Hollande est arrivé à la rencontre des Réunionnais un catalogue d'une trentaine de mesures. Parmi elles, « l'adaptation » du pacte de responsabilité, pierre angulaire de la politique économique du gouvernement, qui sera rendu plus favorable pour les entreprises des départements d'outre-mer. Le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) y sera porté à 9 %, contre 6 % en métropole. Il a annoncé la création d'une classe préparatoire aux concours administratifs, inédite, parmi une dizaine d'autres mesures allant dans le même sens.